

Agence de Lyon
17 Avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE
Tel 04 78 89 73 88
ctc.lyon@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 1.6.0

Mission(s)		
ATHAND, F, HAND, L (*), LE, SEI (*), VIEL (*)		
Nos références	Vos références	Date
690C233U ¹ (690-C-2023-004E)	DT 13-872 SELON Marché à bon de commande n° 18040T.01PI	12/02/2025

OULLINS FACULTE DE MEDECINE LYON-
SUD ESPACE INTER-ASSOCIATIF

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°2



Envoi	UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1 - ROUSSIAUX Magali	Maître d'ouvrage	magali.roussiaux@univ-lyon1.fr
-------	--	------------------	--------------------------------

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT - Le vérificateur des installations électriques, Jérémy ALLEMAND-BRANDIN - L'ingénieur, Thomas THIEBAUD

Le chargé d'affaire,
Aurélien BOUCHEROT

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	15
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	17
VIII.4 - Fonctionnement des installations	25
VIII.5 - Classement et référentiel.....	32
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	34
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*).....	45
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*).....	46
VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type W (*).....	47
VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	48

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Création d'un Espace inter-associatif au niveau 1 de l'ancien bâtiment de Bactériologie sur le site de Lyon Sud

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°690-C-2023-004E et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- F - Mission de fonctionnement des installations
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Aurélien BOUCHEROT

Le vérificateur des installations électriques, Jérémy ALLEMAND-BRANDIN

L'ingénieur, Thomas THIEBAUD

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Création d'un Espace inter-associatif au niveau 1 de l'ancien bâtiment de Bactériologie sur le site de Lyon Sud

Adresse de l'opération :

Faculté de Médecine Lyon-Sud

165, chemin du Petit Revoyet - BP 12

69921 OULLINS

69600

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

170 200 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 4 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes - Date : 25/10/2024 - Réception : 16/12/2024

Plans PRO d'aménagement du Rdc et R+1 limité aux zones de travaux

- Descriptifs - Date : 13/11/2024 - Réception : 16/12/2024

CCTP PRO: Lot 01 / 02 / 03 / 04 / Lots fluides 05 CVC / 06 ELE

Retour des avis de la part de la Moe en date du 11/02/2025

- Plans fluides - Date : 05/11/2024 - Réception : 16/12/2024

Plans lot fluides PRO:

Plans d'implantation électrique indice 1 / Schéma d'armoire Indice 1

Plans CVC d'implantation indice 1 / plan de toiture Indice 0

ELE-SCH-Schéma d'armoire-ind 0.pdf

ELE-R+1-ind 0.pdf

ELE-NDC-Note de calcul armoire.pdf

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maitre d'oeuvre - Chaveneau Ohashi Architecte

- * Les détails techniques concernant la réalisation des abergements devront nous être transmis pour vérifier la bonne réalisation de l'étanchéité autour de ces réservations.
- Sur le plan de toiture il est spécifié que des détérioration de l'étanchéité et de l'isolation ont été constatées lors de la visite. Les mesures qui seront prises ne sont pas énoncées précisément dans les CCTP.
- Compte tenu de l'ajout d'une charge permanente relativement importante avec la création de murs en agglos creux de 20cm d'épaisseur, une note de calcul devra nous être transmises par le Bureau d'Étude pour justifier la capacité portante de la structure existante (plancher, poutre ...).
- Sur le plan de toiture il est spécifié que des détérioration de l'étanchéité et de l'isolation ont été constatées lors de la visite.
Les mesures qui seront prises ne sont pas énoncées précisément dans les CCTP.
- Rappel : l'espace de manoeuvre de porte doit avoir les dimensions conformes suivantes (1.20mx2.20m car la porte est tirée).

Point de vigilance lors de la réalisation de la rampe de 8% à l'intérieur au local de musique.

- Rappel : l'espace de manoeuvre de porte doit avoir les dimensions conformes suivantes (1.20mx2.20m car la porte est tirée).
Point de vigilance lors de la réalisation de la rampe de 8% à l'intérieur au local de musique.
- Le plan d'aménagement de la salle de musique devra proposer la présence d'espace pour un fauteuil roulant (2 emplacement pour moins de 50 places).
- Des plans d'aménagement des salles, bureaux devront nous être transmis pour vérifier leur adaptabilités en cas de présence de personne sen fauteuil roulant.
- * Absence de retour de la part de la commission de sécurité sur les travaux.
- * Si le local de stockage en rez-de-chaussée est considéré comme local à risque important (local d'archive) l'application de la règle du C+D (1m règlementaire entre le linteau et l'allège de la menuiserie superposée) est imposé . Une coupe au niveau de cette zone sera à nous transmettre pour que nous puissions émettre un avis.
- * Les locaux de stockage en rez-de-chaussée et rez-de-jardin ne devront pas comporter de stockage d'archive, au quel cas ils seront à classer en locaux à risque important soit (CF 2 heure en périphérie du local + SAS CF 1heure entre le local et les circulations ouverts aux publics).
- * Rez-de-jardin / Local stockage:
Point de vigilance, le local étant classé à risque moyen ou important la menuiserie isolant le local à l'amphithéâtre ne peut présenter un objectif Cf 1/2heure.
- * Au niveau de la salle de musique au R+1, nous constatons la diminution de la largeur de passage de la circulation (1.10m) avec l'ouverture de la porte.
Le bloc-porte d'accès à la salle ouvrant entre la circulation et la salle de musique est à ouvrir à 180° afin de ne pas gêner lors d'une évacuation (retourner sens ouverture de porte).
- * Il devra nous être indiqué si le sur-plancher est capable de reprendre les charges d'exploitation dans la salle de musique.
- * Sauf erreur de notre part, aucun moyen d'extinction n'est annoncé dans les CCTP et plans.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

OUVRAGES D'ETANCHEITE

- Détails d'exécution
- Avis technique
- Cahier des charges

FAÇADES ET PIGNONS

- Diagnostic structurel réalisé par un BET ou maître d'oeuvre spécialisé

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution
- Localisation et diamètre des DEP et trop pleins
- Avis technique
- Cahier des charges

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide
- Tracé
- Mission fonctionnement : caractéristiques hydrauliques du réseau public (pression)
- Mission fonctionnement : note de calcul de dimensionnement des réseaux d'alimentation en eau, des dispositifs de production et d'alimentation en eau chaude, des réseaux bouclés, des réseaux d'assainissement, des réseaux de ventilation
- Mission fonctionnement chauffage climatisation : note de calcul de l'installation, des déperditions et des réseaux
- Mission fonctionnement : Résultats des mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Mission fonctionnement : bilan de puissance

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs
- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Cloisons et plafonds

- Plafonds coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu ½ heure
- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Châssis vitrés fixes : PV de résistance au feu ½ heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure
- Portes simple vantail : PV de résistance au feu 1 heure
- Façades de gaines palières : PV de résistance au feu ½ heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Moquettes de sol : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Eléments de gros mobilier : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)

- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Correction acoustique conduit : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air : PV de réaction au feu des calorifuges de la CTA
- Centrale de traitement d'air - filtre : PV de réaction au feu
- Clapets coupe-feu : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement
- Clapet coupe-feu : Certificat de marquage NF S 61-937-5
- Clapet coupe-feu terminal : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement

SSI

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Fonctionnement des installations
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type W (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE		
	TERRASSEMENTS	SO	
	SOUTENEMENTS DEFINITIFS	SO	
	VOIRIES	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	AMELIORATION-RENFORCEMENT DE SOL	SO	
	DALLAGES	HM	
	FONDTATIONS		
	Principe constructif général		
	Dispositions particulières Pré-étude structure et descente de charges sur fondations		
	GESTION DES EAUX SOUTERRAINES	SO	
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE		
	Principe constructif général Eléments constitutifs du gros œuvre	PM	Réalisation de murs en agglos creux 20cm d'épaisseur au droit de la future salle de musique.
	Mode constructif traditionnel ou courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF	
	Procédés structurels non traditionnels	SO	
	Dispositions particulières		
	Pré-étude ou note d'hypothèse structure	AF	Compte tenu de l'ajout d'une charge permanente relativement importante avec la création de murs en agglos creux de 20cm d'épaisseur, une note de calcul devra nous être transmise par le Bureau d'Etude pour justifier la capacité portante de la structure existante (plancher, poutre ...).
		PM	Suivant le retour de la maîtrise d'œuvre, les murs en agglos sont remplacé par béton cellulaire Le changement de catégorie d'usage n'implique pas de changement de valeur de charge d'exploitation(bureau - espace équipé de tables et chaises.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Principes généraux de contreventement et de stabilité des ouvrages béton ou maçonnés	HM	
	Eléments porteurs verticaux	AF	<p>Compte tenu de l'ajout d'une charge permanente relativement importante avec la création de murs en agglos creux de 20cm d'épaisseur, une note de calcul devra nous être transmises par le Bureau d'Étude pour justifier la capacité portante de la structure existante.</p> <p>Suivant le retour de la maitrise d'œuvre, les murs en agglos sont remplacé par béton cellulaire</p>
	Eléments porteurs horizontaux	AF	<p>Compte tenu de l'ajout d'une charge permanente relativement importante avec la création de murs en agglos creux de 20cm d'épaisseur, une note de calcul devra nous être transmises par le Bureau d'Étude pour justifier la capacité portante de la structure existante (plancher, poutre ...).</p> <p>Suivant le retour de la maitrise d'œuvre, les murs en agglos sont remplacé par béton cellulaire</p>
	Effets thermiques et retrait	HM	
	Eléments préfabriqués	HM	
	Gros œuvre destiné à recevoir un produit d'étanchéité ou d'imperméabilisation (piscine, cuvelage...)	HM	
	Soubassements	HM	
	Ouvrages de génie civil hydrauliques	SO	
	PONTS ET PASSERELLES	SO	
	CONSTRUCTION EN BOIS	SO	
	CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE	SO	
	INTERFACES STRUCTURALES	PM	<p>Il devra nous être précisé comment seront liaisonnés les murs en agglos creux de 20cm aux planchers et murs existants.</p> <p>Détails à voir en phase exécution.</p>
	COUVERTURE / ZINGUERIE	SO	
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE		
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)		
	Principe constructif général		
	Elément porteur adapté à la destination	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Pente minimale adaptée à la destination	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Risque de condensation	HM	Non modifié dans le cadre des travaux

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
-----	--------------------------	------	--------------

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants <ul style="list-style-type: none"> - Plans de récolement - Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...) - Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale. 	<p>PM</p> <p>PM</p>	<p>Sur le plan de toiture il est spécifié que des détérioration de l'étanchéité et de l'isolation ont été constatées lors de la visite. Les mesures qui seront prises ne sont pas énoncées précisément dans les CCTP.</p> <p>En l'absence de communication du résultat des études de diagnostic et de l'état des lieux, la société BUREAU ALPES CONTROLES prendra en compte dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultants de l'examen visuel de l'état apparent des existants.</p>
	Ouvrages de structure <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : <ul style="list-style-type: none"> - Fondations - Porteurs verticaux - Dalles, poutres - Charpente - Remplacements des structures porteuses (chaînages) - Contreventement et maintien des éléments (façade, ouverture de baie...) - Etat de conservation des bois (pourriture des appuis, remplacement, injection) 	<p>AS</p> <p>AS</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>HM</p>	<p>Compte tenu de l'ajout d'une charge permanente relativement importante avec la création de murs en agglos creux de 20cm d'épaisseur, une note de calcul devra nous être transmises par le Bureau d'Étude pour justifier la capacité portante de la structure existante (plancher, poutre ...).</p> <p>Compte tenu de l'ajout d'une charge permanente relativement importante avec la création de murs en agglos creux de 20cm d'épaisseur, une note de calcul devra nous être transmises par le Bureau d'Étude pour justifier la capacité portante de la structure existante (plancher, poutre ...).</p> <p>Non modifié dans le cadre des travaux</p> <p>Non modifié dans le cadre des travaux</p> <p>Non modifié dans le cadre des travaux</p> <p>Non modifié dans le cadre des travaux</p>
	Façades	<p>HM</p>	<p>Non modifié dans le cadre des travaux</p>
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés) <ul style="list-style-type: none"> - Etat de conservation de la couverture (durée prévisionnelle d'usage) - Etanchéité des terrasses (loggia) (durée prévisionnelle d'usage) - Humidité des murs intérieurs (remontées par capillarité) - Etanchéité des parois en cas d'aménagement de locaux enterrés existants - Menuiseries (durée prévisionnelle d'usage) 	<p>PM</p> <p>HM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>HM</p>	<p>Sur le plan de toiture il est spécifié que des détérioration de l'étanchéité et de l'isolation ont été constatées lors de la visite. Les mesures qui seront prises ne sont pas énoncées précisément dans les CCTP.</p> <p>Non modifié dans le cadre des travaux</p>

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant		Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements		Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)		Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires		Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire		
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 7	2° Sécurité d'usage		
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	Moquette et sol PVC
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	AF	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	AF	La sous face de l'escalier existant sous 2,20m devra être protégé physiquement.
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm : Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4	SO	Suivant le retour de la maîtrise d'oeuvre en date du 11/02/2025, il est prévu un rebouchage de la sous-face de l'escalier.
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	PM	La sous face de l'escalier existant sous 2,20m devra être protégé physiquement.
			La sous face de l'escalier existant sous 2,20m devra être protégé physiquement.
	Repérage des parois vitrées	AF	Suivant le retour de la maîtrise d'oeuvre en date du 11/02/2025, il est prévu un rebouchage de la sous-face de l'escalier.
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	HM	Mise en place d'une vitrophanie sur la porte d'entrée.
			L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
			Deplus, en l'absence de travaux ayant pour objet de changer les caractéristiques dimensionnelles des escaliers, les caractéristiques dimensionnelles initiales peuvent être conservées.
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
	Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage) ou norme NF P 98-351		Deplus, en l'absence de travaux ayant pour objet de changer les caractéristiques dimensionnelles des escaliers, les caractéristiques dimensionnelles initiales peuvent être conservées.
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	PM	
	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		
	Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation ≥ 1,20m	PM	RdC et rez de jardin.
	Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis	SO	
	Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall	PM	
	Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier	PM	
	Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher	PM	
	7.1. escaliers		
	I. - Usage attendu		
	Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée	PM	
	II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur minimale entre mains courantes : 1,00m	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Marches : hauteur $\leq 17\text{cm}$; giron $\geq 28\text{ cm}$	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
	2° Sécurité d'usage		
	Signalisation de la 1ère marche en haut et sur palier intermédiaire par contraste visuel et tactile	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
	Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuel	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
	Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
	Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)	PM	
	3° Atteinte et usage		
	Main courante de chaque côté	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
	Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée	HM	L'escalier intérieur semble être une issue de secours.
	Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central	SO	
	7.2. Ascenseurs	HM	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	HM	Disposition non modifié dans le cadre des travaux.
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	I. - Usage attendu		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	PM	Nous constatons dans le CCTP Lot N°4 l'utilisation de tapis amovible en textile d'une épaisseur 17mm.
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	SO	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	SO	Absence d'espace d'accueil ou de salles de restauration.
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. - Usage attendu		
	Repérage des portes vitrées	AF	Mise en place d'une vitrophanie sur la porte d'entrée.
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	HM	<p><u>Rappel</u> : l'espace de manoeuvre de porte doit avoir les dimensions conformes suivantes (1.20mx2.20m car la porte est tirée).</p> <p>Point de vigilance lors de la réalisation de la rampe de 8% à l'intérieur au local de musique.</p>
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	PM	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	HM	
	2° Atteinte et usage		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	HM	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	HM	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	HM	
	3° Sécurité d'usage		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	AF	
Art. 12	Repérage des portes vitrées	AF	Mise en place d'une vitrophanie sur la porte d'entrée.
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.	HM	
Art. 13	Dispositions relatives aux sanitaires	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
Art. 14	Dispositions relatives aux sorties		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
Art. 14	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	PM	
	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. - Usage attendu		
Art. 14	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	PM	
	II. - Caractéristiques minimales		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 15	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol : des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux, des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux, des circulations intérieures horizontales : 100 lux, des escaliers et équipements mobiles : 150 lux des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	HM AF AF AF HM	Non modifié dans le cadre des travaux Niveau d'éclairement indiqué à 300 lux dans les bureaux et salle de réunion avec 500 lux au niveau des postes de travail suivant le CCTP lot 06. Niveau d'éclairement indiqué à 100 lux suivant le CCTP lot 06. Niveau d'éclairement indiqué à 300 lux suivant le CCTP lot 06. Non modifié dans le cadre des travaux
	Autres dispositions : Extinction progressive en cas de temporisation Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	PM AF PM	Il devra nous être préciser s'il y a lieu d'une extinction progressive. Circulation
	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis		
	I. - Usage attendu Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées	PM PM	Le plan d'aménagement de la salle de musique devra proposer la présence d'espace pour un fauteuil roulant (2 emplacement pour moins de 50 places).
	II Caractéristiques minimales		
	1° Nombre 2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places Au-delà de 1000 places, nb d'emplacements accessibles fixé par arrêté municipal et 20 places minimum Nombre de place calculé sur effectif total du restaurant (y compris mezzanine ou niveau non accessible)	PM SO SO	Le plan d'aménagement de la salle de musique devra proposer la présence d'espace pour un fauteuil roulant (2 emplacement pour moins de 50 places).
	2° Répartition Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public	PM	
	3° Caractéristiques dimensionnelles Emplacement correspondant à un espace d'usage Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures les emmarchements des gradins et les gradins des tribunes ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales	AS AF HM	Des plans d'aménagement des salles, bureaux devront nous être transmis pour vérifier leur adaptabilités en cas de présence de personne sen fauteuil roulant.
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	HM	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français	SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Fonctionnement des installations

ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>GENERALITES</p> <p>Existence de prescriptions techniques contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du contrat de contrôle technique.</p>		
2.1 - Art 70	<p>RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU</p> <p>RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES</p>	HM	<p>Référentiel : Articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau</p> <p>Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Articles concernés par la mission et figurant en Fascicule 70 ouvrages d'assainissement/ réseaux</p>
Titre I	Réseaux d'assainissement		
Chap II	Qualité des matériaux et fournitures		
	Fourniture des plans d'exécution du réseau avec implantation des ouvrages complémentaires (regards, boîtes de branchements, avaloirs), diamètres intérieurs des tuyaux.		
III.1.2	Justification du dimensionnement du réseau par note de calcul.		
III.1.3	Présence d'un regard de visite tous les 80 m maximum		
	Présence de regards aux changements de direction, pente, diamètre		
III.2.1	Températures et caractéristiques chimiques des effluents		
V.1.1	Présence d'un plan d'assurance qualité (PAQ)		
V.10	Les canalisations de branchement ont un diamètre inférieur à celui de la canalisation principale à laquelle elles se raccordent		
	Les branchements gravitaires ne doivent pas être réalisés en diamètre nominal inférieur à 150 mm		
VI.1.1	Examens préalables à la réception		
Titre II	Ouvrages de recueil, de restitution, et de stockage des eaux pluviales		Articles concernés par la mission et figurant en Titre II Fascicule 70 ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales (Concerne les bassins, noues et fossés, tranchées et puits d'infiltration des eaux pluviales, chaussées à structure réservoir)
I.4	Présence d'un plan d'assurance qualité (PAQ)		
II.1	Qualité des matériaux et produits		
III.2	Présence d'une étude géotechnique et hydrogéologique visant la mise en place de l'ouvrage et conformité du CCTP à cette étude.		
III.2	Justification par note de calcul du dimensionnement de l'ouvrage de recueil/stockage/restitution/ré infiltration des eaux pluviales.		
V.1	Examens préalables à la réception		
	Système d'assainissement non collectif.		Articles concernés par la mission et figurant en NF DTU 64.1
B.9	Rapport de conception		
4.3.1	Dimension du bac dégraisseur de prétraitement		
4.3.2	Dimension de la fosse septique de traitement primaire		
4.3.3	Caractéristiques et dimensionnement du traitement secondaire par tranchées et lits d'épandage.		
4.3.3	Caractéristiques et dimensionnement du traitement secondaire par filtre à sable		
7	canalisations d'évacuation des eaux usées domestiques, de la sortie à l'extérieur du bâtiment vers les dispositifs de prétraitement et de traitement (pente minimale de 2%/ absence de coudes à angle droit, présence d'une boîte ou jonction de visite)		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
8.4.2	Ventilation de fosse septique : entrée d'air est assurée par la canalisation de chute des eaux usées prolongée en ventilation primaire dans son diamètre (100 mm minimum) jusqu'à l'air libre, à l'extérieur et au-dessus des locaux habités.		
8.4.3	évacués par un système de ventilation muni d'un extracteur statique ou éolien situé au minimum à 0,40 m au-dessus du faitage et à au moins 1 m de tout ouvrant et toute autre ventilation.		
9.2	Traitement secondaire : canalisations de distribution d'au moins 100 mm		
10.1	Tuyau entre la fosse septique et la boîte de répartition avant traitement secondaire avec pente minimale de 2 %		
10.1.3.2	Tuyaux de raccordement et tuyaux d'épandage avec coudes 90° grand rayon ou 2 coudes à 45°		
10.2	Constitution des tranchées d'épandage, des lits d'épandage, des filtres à sable		
	ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES		
	Exigence de marquage CE prévu au marché pour les équipements neufs		
	Installations existantes		
	Paramètres de performance en termes de gestion du trafic des ascenseurs, trottoirs roulants, escaliers mécaniques	HM	Ces paramètres sont exclus de la mission F.
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT		
NF C15-100 Art 535	Sélectivité des dispositifs de protection, lorsqu'elle est nécessaire pour des installations de sécurité ou pour des conditions d'exploitations particulières	SO	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F.
NF C15-100 Art 525	Chute de tension dans l'installation	AF	Note de calculs et bilan de puissance justifiant le dimensionnement la distribution basse tension à transmettre.
NF C15-100 Art 515.2	Indépendance des matériels	PM	
NF C15-100 Art 330.1.1	Perturbation à basses fréquences, variation de tension, courant de démarrage, courants harmoniques, déséquilibre de tension...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.2	Surintensités d'origine atmosphérique	HM	Non concerné par notre mission de contrôle technique.
NF C15-100 Art 330.1.2	Autres perturbation à hautes fréquences, surintensités transitoires...	PM	
NF C15-100 Art 330.1.3	Autres perturbations, composantes continues, courants de fuites	PM	
	Bilan de puissance	AF	Note de calculs et bilan de puissance justifiant le dimensionnement la distribution basse tension à transmettre.
	Dimensionnement de l'installation justifié par note de calcul	AF	Note de calculs et bilan de puissance justifiant le dimensionnement la distribution basse tension à transmettre.
CCH Art R113-6	Recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables : Installations dimensionnées à minima pour desservir le nombre de places prévues aux articles L113-12 et R113-6 du CCH, avec une puissance unitaire minimales de PIRVE (hors pilotage) conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020, selon les parcs de stationnement résidentiels ou non résidentiels.	HM	(Pour les projets de construction avec PC>11/03/2021). Le dimensionnement doit respecter les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 2020.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DTU60.1 P112	Essais avant mise en service. VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION Généralités		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale. Les débits et volumes ci après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. Pour ces personnes les débits sont décrits en code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
Art 63.1	Dispositions de caractère général Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible. Si une grande quantité d'air pollué (extraction d'air de parking souterrain) des dispositions plus strictes peuvent être prises par les autorités compétentes Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.	AF SO AF	
Art 63.2	Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser vers d'autres locaux : Des locaux de circulation Des locaux peu occupés (archives, dépôts) Des locaux à pollution spécifique	AF SO	
Art 64.1	Ventilation mécanique Locaux à pollution non spécifique Le débit d'air neuf minimal est conforme à la destination des locaux. Dans les locaux où il est interdit de fumer, la teneur maximale en dioxyde de carbone est 1‰ (tolérance de 1,3 ‰) Lors de l'inoccupation des locaux, la ventilation peut être arrêtée si celle-ci est remise en marche avant occupation des locaux et maintenue un temps suffisant après L'air neuf entrant dans ces locaux ne transite pas par d'autres locaux L'air neuf peut être mélangé à l'air recyclé sans que cela puisse réduire le débit minimal d'air neuf. Le recyclage par groupe de locaux est possible s'il ne concerne pas des locaux à pollution spécifique et si l'air est filtré.	SO	
Art 65	Prescription relatives aux installations et à leur fonctionnement Introduction de l'air mécanique : Pour l'air neuf, présence d'un filtre d'un rendement de 90% au test gravimétrique Pour l'air recyclé, présence d'un filtre d'un rendement de 95% au test gravimétrique L'encrassement des filtres doit pouvoir être contrôlé en permanence Tous les dispositifs de traitement de l'air autres que ceux destinés à la filtration doivent faire l'objet d'un examen par l'autorité compétente et d'un avis du conseil supérieur d'hygiène public de France Le circuit d'aménagé d'air doit être nettoyé avant la première mise en service. Mesure des débits de ventilation	HM	
R4212-1	VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS Conception Les locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner doivent satisfaire aux dispositions des articles R 4222-1 à R 4222-17	PM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
R4222-6	Débit minimal d'air neuf pour les dispositifs de ventilation mécanique :		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4222-7	Débit minimal d'air neuf à introduire par occupant : -bureaux, locaux sans travail physique 25m ³ /h -Restauration, locaux de vente, réunion 30m ³ /h -Ateliers et locaux travail physique léger 45m ³ /h -Autres ateliers et locaux 60m ³ /h		
R4222-8	Occupation épisodique : Les circulations et locaux occupés de manière épisodiques peuvent être ventilés, par l'intermédiaire des locaux adjacents à pollution non spécifique sur lesquels ils ouvrent.		
R4222-9	Traitement de l'air L'air recyclé envoyé dans les locaux à pollution non spécifique doit être filtré. L'air recyclé ne peut pas être pris en compte dans le calcul du débit minimal d'air neuf (tableau de l'article R4222-6). En cas de panne du système d'épuration ou de filtration, le recyclage est arrêté.		
R4222-9	Il est interdit d'envoyer après recyclage, dans un local à pollution non spécifique, l'air pollué d'un local à pollution spécifique Mesure des débits de ventilation		
AERATION DES LOGEMENTS			
RSD Art 1	L'aération doit être générale et permanente pendant la période où la température extérieure oblige à maintenir les fenêtres fermées ou en toute saison si le logement est soumis à l'arrêté du 6 octobre 1978. Circulation de l'air : entrée d'air en pièces principales et sortie d'air en pièces de service.		Articles concernés par la mission et figurant en arrêté du 24/03/1982 et en DTU 68.3
RSD Art 2	Présence d'entrées d'air dans toutes les pièces principales et présence de sorties d'air dans les pièces de services.		
RSD Art 3	Débit d'air extrait en fonction du nombre de pièces principales.		
RSD Art 4	Débits extraits réduits.		
RSD Art 5	Débits d'entrée d'air.		
RSD Art 6	Maisons individuelles, isolées, jumelées ou en bande situées dans les zones climatiques H2 et H3 : a - Sortie d'air de la cuisine b - Sortie d'air des autres pièces de service c - Entrées d'air dans les pièces principales		
RSD Art 7	Débits extraits en fonction du nombre de pièces principales. Débits extraits réduits.		
RSD Art 8	Appareil à combustion : système d'aération assurant un débit suffisant pour son bon fonctionnement.		
RSD Art 9	Sortie d'air par tirage naturel Conduit collectif d'évacuation d'air comportant un conduit collecteur des raccordements individuels de hauteur d'étage, chacun ne desservant qu'une pièce Un conduit collectif qui dessert des cuisines ne peut desservir des locaux d'autre nature - Les dévoiements éventuels des conduits doivent répondre à l'article 17 de l'arrêté du 22/10/1969 Débouchés en toiture : Evacuation de l'air s'effectuant correctement vers l'extérieur. Absence de siphonage. Absence de refoulement.		
RSD Art 10	Rejet d'air par dispositif mécanique L'évacuation de l'air s'effectue correctement vers l'extérieur. L'extraction de l'air par deux extracteurs ne doit fonctionner que simultanément. L'extracteur à transmission par courroie dispose d'une courroie de secours.		
RSD Art 11	La dépression créée par l'évacuation mécanique de l'air n'entraîne pas l'inversion de tirage des conduits de fumée et foyer fonctionnant par tirage naturel.		
RSD Art 12	La configuration du logement permet le raccordement des conduits de fumée à un dispositif mécanique. Une évacuation d'air réalisée avec un dispositif mécanique des produits de combustion d'un appareil raccordé alimenté en gaz ou hydrocarbure liquéfié doit pouvoir servir de sortie d'air naturelle en cas de panne. Si ce n'est pas le cas un dispositif d'alarme automatique doit exister.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
RSD Art 13	L'évacuation des produits de combustion d'appareils à gaz ou à hydrocarbure liquéfié peut servir de sortie d'air si une plaque scellée indique qu'on ne peut y raccorder un appareil utilisant des combustibles.		
RSD Art 14	Aucun dispositif mécanique individuel (hotte de cuisine) est raccordé à une installation collective de sortie d'air (mécanique ou naturelle).		
RSD Art 15	Les entrées d'air n'entraînent ni inconfort pour l'occupant, ni désordre pour la construction. Les dispositifs d'entrée d'air ne sont pas obturables.		
RSD Art 16	Les dispositifs d'entrée et de sortie d'air doivent pouvoir être facilement nettoyés. Les dispositifs mécaniques doivent pouvoir être facilement vérifiés et entretenus. Cas particulier de l'aération des bâtiments d'habitation en Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion		Application de l'arrêté du 17 /04 / 2009
DTU 68.3	dossier technique dans lequel doivent être consignés les résultats des études de conception et de dimensionnement de l'installation et qui permet de vérifier le respect du DTU 68.3		
P111-5.4	Limitation des entrées d'air parasites en existant		
DTU 68.3			
P111-6.1			
DTU 68.3	Efficacité des passages de transit		
P111-6.2			
DTU 68.3	Positionnement des dispositifs d'extraction		
P111-6.3.1			
DTU 68.3	Installations collectives : présence d'un système d'alarme fonctionnant automatiquement en cas d'arrêt de l'extracteur.		
P111-6.5.1			
	Absence de rejet d'air en comble, garage, vide sanitaire		
DTU 68.3	Essais et vérifications sur installation de VMC terminée		
P112-7.1			
DTU 68.3	Essais sur dispositifs de sécurité VMC gaz		
P113-8.3			
	SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION		Référentiels : articles concernés par la mission et figurant dans les normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, les articles R241-26 à R241-29 du code de l'énergie, art R4213-7 à 4213-9 du Code du travail, le CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0
R241-26 à 29	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux du code de l'énergie		
R4213-7 à R4213-9	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux de travail. Dimensionnement des installations de chauffage et climatisation Essais à la mise en service		

VIII.5 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Le bâtiment est un établissement enseignement supérieur proposant un rez-de-chaussée sur rez-de-jardin.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :
- Equipement d'alarme / SSI : Alarme de type 1 avec SSI A
- Moyens d'extinction fixes : Extincteur portatifs
- Ventilation : Ventilation de confort dans les locaux
- Chauffage :
- Stockage combustible : Radiateur à eau
- Désenfumage : Non modifié dans le cadre des travaux
- Cuisson : non modifié dans le cadre des travaux
- Ascenseur : SO

Date d'application du référentiel réglementaire : 02/12/2024

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : L'effectif de l'établissement est de 687 personnes

Effectif du public : personnes

3ème catégorie de type L,R,W

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV de la commission de sécurité non communiqué dans le cadre des présent travaux.

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 12/12/1984 portant approbation des dispositions particulières applicables au type L
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Arrêté du 21/04/1983 portant approbation des dispositions particulières applicables au type W
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

PV de la commission de sécurité non communiqué dans le cadre des présent travaux.

Autres prescriptions particulières :

Néant

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	ERP 1er groupe 3ème catégorie type R, L et W
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	PM	ERP 1er groupe 3ème catégorie type R, L et W
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	Absence de retour de la part de la commission de sécurité sur les travaux.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisations exceptionnelles des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	L'évacuation des personnes à mobilité réduite est réalisé de plain pied en rez-de-jardin suite aux travaux de réaménagement de l'étage. Les sanitaires ne sont pas modifié dans le cadre des présentes travaux.
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	AF	Création d'un Espace inter-associatif au niveau 1 de l'ancien bâtiment de Bactériologie sur le site de Lyon Sud
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	Les PV de réaction au feu seront à nous transmettre en phase d'exécution.
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	Documents à transmettre en phase d'exécution
GN 14	Matériels du SSI	PM	Documents à transmettre en phase d'exécution
GN 14	Matériels électriques	AF	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	Documents à transmettre en phase d'exécution
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Section VI - Structures provisoires et démontables		
GN 15	Règlementation applicable aux structures provisoires et démontables	SO	
	Livre II		
	Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Titre Premier Dispositions Générales		
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	AF	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	AF	
GE 9	Rapports de vérifications.	AF	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments		
CO 1	Conception et desserte.	HM	Disposition existant non modifié dans le cadre des présents travaux d'aménagement de l'espace associatif du rez-de-jardin.
CO 2	Voie utilisable par les engins de secours et espace libre.	HM	Disposition existant non modifié dans le cadre des présents travaux d'aménagement de l'espace associatif du rez-de-jardin.
CO 3	Façade et baie accessibles.	HM	Disposition existant non modifié dans le cadre des présents travaux d'aménagement de l'espace associatif du rez-de-jardin.
CO 4	Nombre de façades accessibles et dessertes par des voies ou espaces libres.	HM	Disposition existant non modifié dans le cadre des présents travaux d'aménagement de l'espace associatif du rez-de-jardin.
CO 5	Espaces libres et secteurs.	SO	Plancher bas du dernier niveau accessible <8m
	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers		
CO 6	Objet.	PM	
CO 7	Isolement latéral entre un établissement recevant du public et les tiers contigus.	HM	Disposition existant non modifié dans le cadre des présents travaux d'aménagement de l'espace associatif du rez-de-jardin.
CO 8	Isolement entre un établissement recevant du public et les bâtiments situés en vis-à-vis.	HM	Disposition existant non modifié dans le cadre des présents travaux d'aménagement de l'espace associatif du rez-de-jardin.
CO 9	Isolement dans un même bâtiment entre un établissement recevant du public et un tiers superposés.	SO	
CO 10	Franchissement des parois verticales d'isolement ou aires libres d'isolement.	SO	
	Section III - Résistance au Feu des Structures		
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	HM	Disposition existant non modifié dans le cadre des présents travaux d'aménagement de l'espace associatif du rez-de-jardin.
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	AF	Toiture terrasse inaccessible béton.
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	SO	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	SO	
	Section IV - Couvertures		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 16	Généralités.	PM	Plancher béton sous complexe d'étanchéité.
CO 17	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur.	AF	
CO 18	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur : cas particuliers.	HM	
Section V - Façades			
CO 19	Généralités.	PM	Si le local de stockage en rez-de-chaussée est considéré comme local à risque important (local d'archive) l'application de la règle du C+D (1m règlementaire entre le linteau et l'allège de la menuiserie superposée) est imposé . Une coupe au niveau de cette zone sera à nous transmettre pour que nous puissions émettre un avis.
CO 20	Réaction au feu des composants et équipements de façades.	HM	
CO 21	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades comportant des baies.	AS	
CO 22	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie.	HM	
Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage			
CO 23	Généralités.	PM	Cloisonnement traditionnel. Cloisons PF 1/2h, bloc-portes EI30 et châssis fixe PF 1/2h Cloisonnement traditionnel.Cloisons CF 1/2h, bloc-portes EI30 et châssis fixe PF 1/2h
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	
CO 25	Compartiments.	SO	
CO 26	Recoupement des vides.	PM	
Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers			
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	Les locaux de stockage en rez-de-chaussée et rez-de-jardin ne devront pas comporter de stockage d'archive, au quel cas ils seront à classer en locaux à risque important soit (CF 2 heure en périphérie du local + SAS CF 1heure entre le local et les circulations ouverts aux publics). Rez-de-jardin / Local stockage: Point de vigilance, le local étant classé à risque moyen ou important la menuiserie isolant le local à l'amphithéâtre ne peut présenter un objectif Cf 1/2heure.
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AS	
		AD	
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	AF	CF 1/2h avec blocs portes EI30.
Section VIII - Conduits et Gaines			
CO 30	Généralités.	PM	
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.	SO	
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.	SO	
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.	SO	
Section IX - Dégagements			
Sous-section 1 - Dispositions générales			
CO 34	Terminologie.	PM	Pas de cul de sac
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	SO	Effectif étage : 89 personnes Deux dégagements : 2 de 3UP.
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	PM	
CO 42	Balilage des dégagements.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AS	Au niveau de la salle de musique au R+1, nous constatons la diminution de la largeur de passage de la circulation (1.10m) avec l'ouverture de la porte. Le bloc-porte d'accès à la salle ouvrant entre la circulation et la salle de musique est à ouvrir à 180° afin de ne pas gêner lors d'une évacuation (retourner sens ouverture de porte).
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	Portes des sorties de secours.		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46§2	Verrouillage des portes.	AF	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	SO	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
	Sous-section 3 - Escaliers		
CO 49	Répartition des escaliers et distances maximales à parcourir.	HM	Un seul niveau au dessus du RdC pas nécessité de protéger l'escalier (ERP type W dans la zone concernée).
CO 50	Conception des escaliers.	HM	
CO 51	Sécurité d'utilisation des escaliers.	HM	
CO 52	Protection des escaliers et des ascenseurs.	AF	
CO 53	Escaliers et ascenseurs encloués.	HM	
CO 54	Escaliers et ascenseurs à l'air libre.	HM	
CO 55	Escaliers droits.	HM	
CO 56	Escaliers tournants.	HM	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	L'évacuation des personnes à mobilité réduite est réalisé de plain pied en rez-de-jardin suite aux travaux de réaménagement de l'étage. Les sanitaires ne sont pas modifié dans le cadre des présentes travaux.
CO 61 - CO 61 §7	Section X - Tribunes	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	HM	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Maçonnerie béton Paroi en panneau type Duo'Tech 25 classé A2,s1-d0 Peinture
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Plaque de plâtre Plafond B-s1-d0 Plafond par panneaux composite en laine de roche : A1 Trappes de visite : A2-s1-d0
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sois des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Moquette : Bfl-s1 Sol PVC : Bfl-s1
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Laine minérale + plaque de plâtre minimum BA13 Laine de roche
	Section II - Eléments de Décoration		
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.	PM	
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	HM	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	AF	Les bancs sont prévus M3 selon le CCTP.
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.		
AM 17	Planchers légers surélevés.		
AM17 § 1	Réaction au feu des planchers	AF	
AM17 § 2	Dessous des planchers	AF	
AM17 § 3	Planchers techniques démontables	SO	
AM17 § 4	Charges appliquées	AS	Il devra nous être indiqué si le sur-plancher est capable de reprendre les charges d'exploitation dans la salle de musique.
AM17 § 5	Dispositifs de protection	SO	
AM 19 - AM 20	Section V – Elements à vocation décorative	HM	
DF 1 - DF 10	Chapitre IV - Désenfumage	HM	
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	PM	A confirmer en phase d'exécution.
CH 2§2	Règles applicables aux installations	PM	
CH 3	Sources énergétiques autorisées.		
CH 3§1	Combustibles liquides.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
CH 3§2	Combustibles gazeux.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles CH	HM	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles EL	HM	
CH 3 §4	Combustibles solides.		
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 5 - CH12-1 §6	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur	HM	
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane	SO	Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud		
CH 23	Equipement des chaudières.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
CH 24	Production d'air chaud à combustion.	SO	
CH 25	Fluides caloporteurs.	AF	Radiateur en fonte avec calorifuge M1

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 26 - CH 27	Section VI - Eau Chaude Sanitaire	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	Installation d'une ventilation de confort type CTA avec débit de 2300 m3/h pour 200pa.
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	PM	
CH 30		SO	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31		SO	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AF	La réaction au feu des flexibles isophoniques sera à nous transmettre. Les flexibles décrits sont MO conformément à l'arrêté du 22 novembre 2004 du CH32. suivant le retour de la maîtrise d'œuvre en date du 11/02/2025.
		AF	Tôle d'acier galvanisé. Le CCTP stipule que les gaines devront être classées au feu A1.
CH 33	Prises et rejets d'air.	AF	Calorifugeage en matériau M0Raccordement sur plenum réalisé en aluminium isolés par laine de verre limité à 2m.
CH 34	Dispositifs de sécurité.	AF	Grillage de protection anti-volatile de prévu.
		AF	Un sectionneur de proximité modèle cadennassable est prévu à proximité de la CTA.
			Il est bien entendu que la coupure de la CTA sera repris sur la coupure d'urgence ventilation de l'établissement.
CH 35§2 - CH 35§4 et 5	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes	SO	
CH 36	Centrale de traitement d'air.	PM	Les caractéristiques ainsi que les réactions au feu des éléments de la CTA (caisson, humidificateur ...) seront à nous transmettre en phase d'exécution.
CH 37	Batterie de résistance électrique.	PM	Des précisions devront nous être apporter concernant la batterie prévue dans la CTA en phase d'exécution : -alimentation électrique en cas de non fonctionnement du ventilateur -présence de thermostats de sécurité -réaction au feu du caisson dans lequel se trouve la batterie.
CH 38	Filtres.	PM	La réaction au feu des filtres seront à nous transmettre en phase d'exécution.
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	SO	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	SO	
	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée		
CH 41	Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
CH 43	Fonctionnement permanent du ventilateur.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
CH 44 - CH 56	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur	HM	
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Chapitre VII - Installations électriques		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section I - Généralités		
EL 1	Objectifs.	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 2	Documents à fournir.	PM	
EL 3	Définitions.	PM	
EL 4	Règles générales.		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	HM	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AF	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	SO	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	SO	
	Section II – Règles d'Installation		
EL 5	Locaux de service électrique.	HM	
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	HM	
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.	HM	
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	HM	TD EXISTANT
EL 9	Tableaux "normaux".	HM	
EL 10	Canalisations des installations "normal-remplacement".		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	PM	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	PM	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	AF	
EL 12 - EL 17	Section III – Installation de Sécurité	HM	
	Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	
EL 19	Vérifications techniques.	PM	
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	SO	
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	AF	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AF	
	Section II - Eclairage Normal		A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	AF	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	PM	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AF	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	HM	
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	HM	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	SO	
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
	Section II - Moyens d'Extinction		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	SO	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	SO	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	SO	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	SO	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	SO	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	SO	
	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers		
MS 38	Caractéristiques.	PM	
MS 39	Emplacement.	PM	L'éventuelle présence de moyens d'extinction portatif sera à nous préciser. Suivant le retour de la maîtrise d'œuvre, Extincteurs portatifs seront fournis par MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 40	Moyens divers.	PM	L'éventuelle présence de moyens d'extinction portatif sera à nous préciser. Suivant le retour de la maitrise d'œuvre, Extincteurs portatifs seront fournis par MOA
	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	AF	
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	PM	
MS 43	Tours d'incendie.	SO	
MS 44	Trémies d'attaque.	SO	
	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.	PM	
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.	PM	
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)		
MS 53	Objet.	PM	SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	AF	Une zone d'alarme.
	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie		
MS 56	Principes généraux.	PM	
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.	PM	Le marquage NF des éléments sera à nous transmettre en phase d'exécution.
	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)		
MS 59	Généralités.	AF	Mise à jours du dossier d'identité du système de sécurité incendie.
MS 60	Automatismes.	SO	Suivant le retour de la maitrise d'œuvre, Ligne supprimée, il n'y a pas d'asservissement à prévoir dans les limites de ce projet.
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.	PM	Système d'alarme type 1
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.	SO	
MS 64	Principes généraux d'alarme.	AF	Mise en place des DSNA dans les circulations et local de plus de 100m².
MS 65	Conditions générales d'installation.	AF	Par déclencheur manuels places aux droits de l'issue de 2 UP du rez-de-jardin ouvrant directement sur l'extérieur.
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 70 - MS71 §8	Section VI - Système d'Alerte	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 72	Entretien et signalisation.	PM	Concerne l'exploitant. A respecter par l'exploitant.
MS 73	Vérifications techniques.	PM	
MS 74	Contrôles.	HM	
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
L1 - L85§5	Chapitre 1er - Etablissements du Type L (Salles à usage d'Audition, de Conférences, de Réunions, de Spectacles ou à usages Multiples)	HM	Les locaux d'activités L ne sont pas modifiés dans le cadre des présents travaux.

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - type R (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R1 - R33	Chapitre VI - Etablissements du Type R (Etablissements d'enseignement, colonies de vacances)	HM	Les locaux d'activités L ne sont pas modifiés dans le cadre des présents travaux.

VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - type W (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre Premières Catégories</p> <p>Titre II Dispositions Particulières</p> <p>Chapitre XI - Arrêté du 21 avril 1983 Etablissements du Type W (Administrations, Banques, Bureaux)</p> <p>Section I - Généralités</p> <p>W1 Etablissements assujettis.</p> <p>W 2 Calcul de l'effectif.</p> <p>Section II - Construction</p> <p>W 3 Conception de la distribution intérieure.</p> <p>W4 Locaux à risques particuliers.</p> <p>W 5 Enfouissement.</p> <p>W 6 Patios et puits de lumière.</p> <p>W 7 Parc de stationnement couvert.</p> <p>Section III - Dégagements</p> <p>W 8 Escaliers.</p> <p>Section IV - Désenfumage</p> <p>W 9 Domaine d'application</p> <p>W9 §1 Classe des locaux</p> <p>W9 §2 Désenfumage naturel des locaux à risque particulier</p> <p>W9 §2 Désenfumage mécanique des locaux à risque particulier</p> <p>W9 §3 Commandes</p> <p>Section V - Eclairage</p> <p>W 10 Eclairage de sécurité.</p> <p>Section VI - Moyens de Secours et Consignes</p> <p>W11§1 Extincteurs</p> <p>W11§2 RIA</p> <p>W11§3 Colonnes sèches</p> <p>W12 Trémies d'attaque</p> <p>W 13 Mise en oeuvre</p> <p>W 14 Systèmes de sécurité incendie, système d'alarme</p> <p>W 15 Système d'alerte</p> <p>W 16 Défense de fumer</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>SO</p> <p>HM</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>PM</p> <p>AS</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>PM</p>	<p>Arrêté du 21/04/1983 modifié par arrêté du 24/09/2009 et précédents.</p> <p>ERP 1er groupe 3ème catégorie type R, L et W</p> <p>L'effectif de l'établissement est de 687 personnes</p> <p>Les locaux de stockage en rez-de-chaussée et rez-de-jardin ne devront pas comporter de stockage d'archive, au quel cas ils seront à classer en locaux à risque important soit (CF 2 heure en périphérie du local + SAS CF 1heure entre le local et les circulations ouverts aux publics).</p> <p>Sauf erreur de notre part, aucun moyen d'extinction n'est annoncé dans les CCTP et plans.</p> <p>SSI A type 1</p>

VIII.10 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
NF P01-012 - NF E85-015	Implantation et géométrie des garde-corps	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes - Façades : allèges et parois vitrées - Garde-corps		
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes - Visualisation - Traitement des bords libres accessibles - Cas particulier : séparation des balcons - Cas particulier des établissements scolaires - Cas particulier des établissements sportifs couverts		
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre Ouvrages inclinés Réceptacle au droit des passages traversants		
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	HM	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	AF	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	HM	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	HM	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	HM	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	HM	
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	HM	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	AF	Accès rez de jardin
R4216-3	Isolement des Tiers	AF	
R4216-4	Détermination de l'effectif	AF	L'effectif de l'établissement est de 687 personnes

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	PM	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	Conception escaliers	HM	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	Cf. CCTP lot 06
R4216-7	Saillies et dépôts	AF	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
	Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers	HM	
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel	HM	
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique	HM	
R4216-16	Voir arrêté d'application	PM	
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	PM	
R4227-16	Combustibles liquides	HM	
R4227-18	Installations des appareils	HM	
R4227-19	Alimentation des appareils	HM	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie		
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	AF	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	HM	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	HM	<p>Sauf erreur de notre part, aucun moyen d'extinction n'est annoncé dans les CCTP et plans.</p> <p>Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09</p>
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41		
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	AS	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	HM	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	SO	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	PM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)		
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux		
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)		
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité		
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité		
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		<p>Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.</p>
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
Art. 1 - Art.15	Arrêté du 5 Août 1992	HM	
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public		
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 01/07/2004	Installations de Stockage Produits pétroliers	SO	
Arrêté du 30/07/1979	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	SO	
Arrêté du 23/02/2018	Installations de Gaz	HM	Non modifié dans le cadre des travaux
Arrêté du 22/10/1969	Conduits de Fumée	SO	
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	DETECTEURS DE FUMÉE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013	SO	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR	SO	
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	SO	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL	HM	Non modifié dans le cadre des travaux